

Grand Conseil - Grosser Rat

Les dernières nouvelles - Die aktuellsten Mitteilungen

www.plrf.ch



Initiative pour des urgences publiques 24h/24



Délai impératif à respecter dans le processus de la demande des permis de construire



Berufliche Integration junger Menschen und die Covid-Pandemie



Interview de Romain Collaud - Conseiller d'Etat

Initiative pour des urgences publiques 24h/24 – Estelle Zermatten

La proximité des soins d'urgence peut paraître alléchante, mais la sécurité et la qualité me paraissent nettement plus essentielles !



L'initiative constitutionnelle demande que l'Etat garantisse un service d'urgences publiques 24h/24h dans le sud, dans le centre et dans la partie alémanique du canton. Nous avons accepté sa validité lors de la session de mars, le message demandant toutefois que le Conseil d'Etat élabore un contre-projet, ceci pour les raisons suivantes.

Cette initiative est une « fausse bonne idée », tout d'abord parce que pour avoir un service d'urgence performant, il faut nécessairement des ressources en personnel et techniques. Or, aujourd'hui, il manque cruellement des médecins et infirmiers spécialisés pour prendre en charge les urgences vitales et assurer les soins nécessaires. Des études scientifiques démontrent qu'il vaut mieux être pris en charge par des ambulanciers et le SMUR par exemple pour se rendre dans un hôpital spécialisé que de passer par différentes autres étapes et, finalement, perdre du temps. Le temps est précieux quand il s'agit d'urgence et de cas graves et, malheureusement, si l'attente ou la prise en charge n'est pas correcte et efficace, la finalité peut être tragique.

De plus, l'initiative traite seulement du domaine hospitalier, alors que, pour réformer un système, il faut avoir une vision d'ensemble et prendre en compte les domaines préhospitaliers et ambulatoires en y développant et coordonnant les actions.

Le Conseil d'Etat a soutenu le fait de ne pas se rallier à l'initiative et a proposé d'élaborer un contre-projet. Cette position a été soutenue à une large majorité. Cependant, il existait une crainte générale que le contre-projet présenté à la population fribourgeoise ne soit pas assez clair et précis. Pour cette raison, un amendement a réclamé qu'une commission parlementaire accompagne le Conseil d'Etat dans l'élaboration de ce contre-projet. Heureusement, cet amendement a été accepté à la quasi-unanimité des députés.

Si cette initiative devait être acceptée par la population, l'HFR serait en péril et tout notre système de santé également.

Délai impératif à respecter dans le processus de la demande des permis de construire – Jean-Daniel Wicht



Depuis trop longtemps, on me signale des cas concernant la lenteur de nombreux dossiers de demande de permis de construire. Une enquête d'Avenir Suisse montre que Fribourg n'est pas bon dans ce domaine et se classe en queue de peloton des cantons suisses ! Bien entendu, dans ces lenteurs, j'exclus les dossiers qui sont ralentis par le traitement des oppositions déposées lors de l'enquête publique.

L'analyse de la réponse du Conseil d'Etat révèle quelques surprises. En effet, les statistiques sur la durée du traitement des dossiers sont rigoureusement exactes et montrent que la majorité des Services de l'Etat respectent les délais de procédure, les communes étant montrée du doigt pour leur lenteur !

La réponse du Conseil d'Etat est un écran de fumée derrière lequel on nous cache la vraie réalité des choses. En effet, les chiffres présentés sont une moyenne pour les délais de tous les permis de construire, de la cabane de jardin en passant par la piscine et la fenêtre dans le toit. Dans l'analyse, la règle de Pareto 20/80 n'a pas été prise en compte. Cette règle dit

Grand Conseil - Grosser Rat

Les dernières nouvelles - Die aktuellsten Mitteilungen

www.plrf.ch

simplement que, dans une offre, le 20% des articles de prix représente le 80% du prix total de l'offre. Ce sont ces 20% qu'il s'agit d'analyser avec rigueur ! Et cette règle s'applique à énormément d'exemple dont le processus de la demande de permis de construire.

Dans les statistiques qui nous ont été présentées, il nous manque cette analyse croisée avec le volume des travaux. A peu de chose près, le 20 % des dossiers traités par les communes et les services de l'Etat sont ceux qui représentent le 80% du volume de travail. Lorsque les auteurs de la motion se plaignent de la lenteur des décisions, c'est bien pour les gros dossiers sans oppositions et non pour toutes les autres demandes de permis de construire !

Un exemple concret. Le 1er mai 2017, la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs, que je dirige, déposait une demande de permis de construire pour les bâtiments de son site Pole 7 à Courtaman. Valeur des travaux : 35 millions de francs. 12 jours plus tard, le dossier était mis à l'enquête publique par la commune et aucune opposition n'était déposée dans le délai légal. Le permis de construire a été délivré le 15 mars 2018 soit 321 jours plus tard, après moult rappels. A noter que la Préfecture du Lac a traité le dossier et délivré le permis de construire en 3 jours après une dernière intervention du soussigné au Service des constructions et de l'aménagement, dossier égaré dans les méandres de l'administration papier !

Des dossiers comme celui-ci, il y en a malheureusement beaucoup trop selon les nombreux témoignages recueillis. Il s'est murmuré en coulisse, avant que nous traitions la motion au Grand Conseil, que si le parlement l'acceptait, les Services respecteraient à l'avenir le délai de 30 jours mais renverraient systématiquement les dossiers au Maître de l'ouvrage s'il manque une virgule au dossier. On appelle cela du chantage et ce n'est pas acceptable de la part de nos autorités ! Avec le député Hubert Dafflon, nous avons simplement demandé de modifier la loi afin que si un Service de l'Etat ne rend pas son préavis dans les 30 jours, la procédure se poursuit d'office même en l'absence de son préavis qui pourrait être considéré comme positif !

Malgré la demande du Conseil d'Etat de rejeter cette motion, la grande majorité du Grand Conseil l'a acceptée. Un signal politique fort a été donné à notre gouvernement afin qu'il revoie la procédure rapidement pour améliorer le délai de traitement des demandes de permis de construire. D'autres outils sont en préparation, une demande a d'ores et déjà été déposée pour introduire la signature électronique des dossiers. Affaires à suivre !

Berufliche Integration junger Menschen und die Covid-Pandemie – Savio Michellod



Im schlimmsten Moment der Krise hat der Kanton Freiburg in die berufliche Integration junger Menschen investiert. Der Beitrag zur Finanzierung der Löhne der Lernenden ist zweifellos die beispielhafteste der ergriffenen Massnahmen. Dies, gepaart mit anderen Verpflichtungen im Zusammenhang mit der beruflichen Eingliederung, wie der zusätzlichen Unterstützung für Vorbereitungs- und Motivationssemester, hat es zweifellos ermöglicht, den Lehrabbruch zu vieler junger Menschen zu vermeiden. Tatsächlich zeigen die vom Staat bereitgestellten Indikatoren, dass eine Katastrophe verhindert wurde, und das ist gut so. Die längerfristigen Auswirkungen dieser Krise müssen jedoch verstanden werden.

Eine neue Massnahme gefällt mir besonders: Omax. Ziel ist es, spezifische Workshops für die Schüler der am stärksten benachteiligten OS-Abgängern einzuführen, um sie in den verschiedenen Phasen der Suche nach einer Lehre zu unterstützen. Der grosse Vorteil dieser Massnahme: Sie ist präventiv, nicht reaktiv. Alle neuen Massnahmen sollten analysiert werden, um zu definieren, welche von ihnen aufrechterhalten werden kann.

Der Anhang zu diesem Bericht ist von besonderer Bedeutung. Er listet alle Akteure auf, die mit der beruflichen Integration junger Menschen in Verbindung stehen, und zwar in ausführlicher Weise. Dies zeigt nicht nur den Reichtum der institutionellen und assoziativen Landschaft, die in unserem Kanton existiert, sondern auch die Wichtigkeit, diese Informationen zu haben. In der Tat wurde oft festgestellt, dass die hauptsächlich Betroffenen sich der ihnen zur Verfügung stehenden Lösungen nicht bewusst sind. Daher kann ich nur hoffen, dass diese Liste auf dem neuesten Stand gehalten und regelmässig veröffentlicht wird. Es ermöglicht auch die Vernetzung all dieser Akteure, die so einen Überblick über die Situation haben können. Es muss unbedingt sichergestellt werden, dass die Zahl der jungen Menschen, die durch das Netz fallen, abnimmt.

PLR.Les Libéraux-Radicaux du Canton de Fribourg / FDP.Die Liberalen des Kantons Freiburg

Case postale
1701 Fribourg
info@plrf.ch

PLR
Les Libéraux-Radicaux

FDP
Die Liberalen